



DECLARATION LIMINAIRE DU CHSCT DU 19 MARS 2018

Monsieur le Président,

Le gouvernement a lancé une offensive sans précédent contre le Service Public, contre le statut de la Fonction Publique et contre les fonctionnaires.

Les annonces du 1^{er} Ministre à l'issue du premier comité interministériel de transformation publique le 1^{er} février dernier, préparent des décisions douloureuses qui ne seront pas sans conséquences sur les conditions de vie au travail des agents des Ministères Économiques et Financiers déjà mises à mal par les incessantes réformes et restructurations qu'ils subissent depuis des années. A Bercy c'est déjà le grand « chambardement » permanent et on veut en « rajouter une couche » :

- en amplifiant la rémunération au mérite ;
- en recourant massivement aux contractuels en lieu et place des emplois de titulaires ;
- en organisant la mobilité forcée dans la Fonction Publique avec des plans de départ « volontaire » ;
- en s'attaquant au dialogue social en faisant disparaître les CHSCT, sur le modèle de la loi travail.

L'avenir du CHSCT Ministériel et du réseau des CHSCT est clairement posé dans le document d'orientation pour la concertation intitulé : « *refonder le contrat social avec les agents publics* ». Ce qui est ainsi menacé, c'est l'avenir même de la politique ministérielle santé, sécurité et conditions de travail à laquelle nous sommes particulièrement attachés. Politique ministérielle, fruit d'échanges dans les instances de concertation que sont les CHSCT et les groupes de travail dédiés, qui fait ses preuves même si en la matière des améliorations sont nécessaires.

Pour la CGT, cela est tout simplement inacceptable !!

La CGT tient à réaffirmer solennellement son attachement à la politique ministérielle santé, sécurité et conditions de travail. Cette politique doit être pérennisée et améliorée en la dotant des moyens nécessaires pour qu'elle puisse accomplir ses missions dans l'intérêt des agents.

La CGT, avec six organisations syndicales de fonctionnaires, appelle à faire grève la journée du 22 mars, essentielle pour construire ensemble un mouvement d'action ancré dans la durée et changer les choix de ce gouvernement.

Les représentants de la CGT Finances au CHSCT de l'Yonne

Nathalie ARNASSAND - Yannick BAUMONT - Caroline GERMAIN - Pascal DUPUIS